



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE du 14 mai 2025

### **Sauver les Girondins, pas leur direction : Girondins Socios appelle au dialogue et à la responsabilité**

Alors que le FC Girondins de Bordeaux se trouve à un tournant historique de son existence, **nous exprimons notre profonde colère à la vue du plan de continuation** – dévoilé par Sud Ouest ce lundi 12 mai – en amont de l'audience prévue devant le tribunal de commerce le **27 mai 2025**.

Nous défendons l'idée que ce club — fondé en 1881, riche de son histoire et profondément enraciné dans son territoire — **appartient d'abord à ceux qui l'aiment, le soutiennent et le construisent au quotidien**. Joueurs exemplaires, employés dévoués, supporters fidèles, collectivités locales concernées, entreprises partenaires, anciens joueurs bienveillants : ce sont eux, et non les montages financiers, qui garantissent la pérennité du club.

Or, le plan actuellement sur la table **trahit cet esprit**. Il engage le club dans une logique de **survie à court terme**, au prix de sacrifices **injustes** pour les plus fragiles, et sans garantie réelle de stabilité. Pire : il prépare une **porte de sortie avantageuse pour la direction actuelle**, tout en maintenant le club sous emprise et en verrouillant l'avenir pour tout repreneur éventuel.

#### **Un plan injuste pour les entreprises locales**

Parmi les 13 classes de créanciers définies par le club, plus de **250 PME locales** — souvent prestataires historiques — sont reléguées au rang de **chirographaires**, c'est-à-dire sans privilège. Le club leur propose un remboursement de **10 % de leurs créances**.

Ces entreprises, basées à Bordeaux ou dans sa région, sont des maillons essentiels du tissu économique local : logistique, restauration, sécurité, événementiel... Elles ont continué à faire confiance au club, malgré les impayés et l'instabilité. Aujourd'hui, elles sont **les premières pénalisées**, tandis qu'on parle de relance « locale » et de reconstruction régionale.

#### **Un sacrifice silencieux des finances publiques locales**

Autre créancier important : **Bordeaux Métropole** – qui s'est déjà beaucoup engagé pour **soutenir le club dans cette période d'instabilité** – et à qui le club doit **20 millions d'euros de loyers impayés pour l'usage du stade**. Elle aussi se verrait proposer **10 % de remboursement**.

Cela signifie que **les contribuables de la Métropole seront mis à contribution**, sans débat démocratique, pour éponger une gestion privée qui leur échappe. Nous interpellons ici directement les élus locaux : **le silence vaut caution** ? Il est temps d'exiger des contreparties concrètes et de défendre l'intérêt général.

#### **Un plan favorable à l'actionnaire majoritaire lui-même**

Alors que le discours public martèle que "tout le monde doit faire un effort", **l'actionnaire majoritaire se réserve une porte de sortie**.



- Il prévoit de rembourser **4 millions d'euros au fonds d'investissement américain Fortress**, privilégié afin qu'il renonce à la clause lui permettant de récupérer la gestion du club en cas de non-remboursement. S'agit-il d'éviter un nouveau scénario lillois, quel qu'en soit le prix ?
- Il se garantit le remboursement de 10% de sa créance de **42 millions d'euros sur le club, à partir de 2036**.
- Il a annoncé bénéficiaire, comme d'autres, de **clauses de retour à meilleure fortune**, déclenchées en cas de **vente du club** ou de **remontée en Ligue 2**.

Autrement dit, **si un repreneur arrive ou si le club se relève, c'est lui qui en bénéficiera**. Ce n'est pas un sacrifice **mais un calcul** : c'est **une sortie à terme, bien balisée**.

### **Un verrou pour toute solution alternative**

Les clauses de retour à meilleure fortune font peser un **risque juridique et financier majeur** sur tout repreneur potentiel. Le club devient **peu attractif**, car son passif réel ne se limite pas aux 25 millions « annoncés », mais **peut remonter à 40 millions en cas de succès sportif ou de vente**.

Ce mécanisme empêche toute discussion sereine, toute transmission transparente. Et cela **pose question sur l'intention réelle du plan** : sauver le club, ou **en garder l'emprise sans assumer les conséquences** ?

### **Une alternative existe : celle d'un club gouverné avec ses soutiens**

Il est encore temps **d'ouvrir un espace de discussion**, avec les représentants des créanciers, les collectivités locales, la Fédération, et les Socios. Il en va de la responsabilité de la direction : celle de choisir la **responsabilité collective** plutôt que l'isolement stratégique.

Pour l'avenir des Girondins, nous appelons à une gouvernance partagée, transparente et responsable du club, fondée sur :

- l'intégration des supporters dans la prise de décision avec Girondins Socios ;
- une participation des acteurs publics dans le cadre d'une scic
- la reconnaissance des partenaires économiques locaux ;

Les Girondins ne peuvent pas être gérés contre leur environnement. Ni au mépris de leur passé.

**Ce club mérite mieux qu'un plan de repli. Il mérite un projet d'avenir.**

### **Contact Presse :**

Cédric - 07.86.27.05.36

[medias@girondins-socios.com](mailto:medias@girondins-socios.com)